

d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) conviendrait que nous devrions construire un pipe-line de 40 ou 60 pouces pour transporter le pétrole et le gaz. Cela profiterait même à Edmonton. Je suis heureux de constater que certains de mes collègues croient maintenant que ce ne serait peut-être pas une mauvaise idée et, j'en entends qui font du bruit. Il m'est agréable de voir aussi que ceux qui font ce bruit sont ceux qui ne prisent guère la nationalisation de l'industrie. Les industries qui ont été nationalisées ont probablement fait peur à plus de gens qu'il ne fallait. Toutefois, je prétends que si le gouvernement décidait d'injecter de l'argent dans la Corporation de développement du Canada pour le bien de l'industrie, sous forme de capital-actions, il serait possible de construire ce pipe-line et une dépense faite en une seule année pourrait prévenir une bonne part des malheurs qui menacent les générations futures.

Je ne sais pas si le gouvernement projette d'apporter des changements à la Corporation de développement du Canada. Vous savez, le gouvernement se dit prêt à donner une centaine de dollars aux vieillards pensionnés mais, en fait, il ne leur donnera rien, quitte à faire une foule d'autres choses, et si les pensionnés répondent à telle ou telle exigence, ils finiront peut-être par obtenir cet argent. Il se peut qu'il en soit de même de la Corporation de développement du Canada. Peut-être que si certaines conditions sont remplies et que les circonstances évoluent de façon satisfaisante, on pourra faire certaines des choses proposées. Il y a sans doute suffisamment de députés ici qui aimeraient qu'on établisse un organisme avec suffisamment de capitaux pour orienter le progrès de notre peuple au lieu de se contenter d'aider au petit bonheur certaines de nos industries. Il y a quelque temps j'ai été surpris d'entendre une de nos universitaires parler du couloir médian du Canada. Elle devait faire valoir ses opinions parce que le gouvernement allait participer au plan Rohmer à ce sujet. J'ai été estomaqué parce que je me demandais bien comment le gouvernement pouvait participer sans le prendre à charge. Donnerait-il à quelqu'un d'autre l'argent pour le faire, et donner à un autre les terres nécessaires à l'établissement du couloir? Comment procéderait-on? Si les députés examinent le bill sur la Corporation de développement du Canada, ils y verront un moyen de mettre ce projet à exécution pour le plus grand bien des Canadiens.

Je ne nie pas que nous ayons besoin d'un organisme qui mettra en place, soit sur la base d'une participation directe, soit tout à fait au stade du développement, les moyens nécessaires aux industries dans les régions riches en ressources naturelles de notre pays, pour le plus grand bien du plus grand nombre possible de Canadiens. J'estime que c'est là un problème suffisamment sérieux pour que le gouvernement accepte cet amendement et retire son projet de loi pour le réexaminer.

L'autre soir, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) a entendu un grand nombre de députés de tous les partis se demander s'il y aurait lieu de déterminer et de mettre en application des modalités qui permettraient de garder la Home Oil dans des mains canadiennes. Bien que le ministre se soit montré surpris, je pense que la plupart des députés ne songent pas tellement à racheter le Canada, mais plutôt à changer le cours de l'évolution future de notre pays. Pour opérer ce

changement, il nous faudra orienter d'une manière totalement différente la mise en valeur de nos ressources. On n'y parviendra que grâce à des injections importantes de fonds provenant du public canadien, et c'est par le truchement de la CDC qu'il conviendra de procéder à ces injections si l'on veut que le changement en question ait une portée nationale et profite au plus grand nombre possible de Canadiens.

• (5.10 p.m.)

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, depuis 12 ans je recommande moi-même la création d'un organisme analogue à celui que propose le bill. Je ne veux pas me joindre à ceux qui préconisent une nationalisation illimitée, car j'estime que ce concept est dépassé depuis 60 ou 70 ans. Nous sommes à l'époque des sociétés multinationales, et nous nous sommes laissés devancer en ce sens que nous n'avons pas progressé au même rythme que nos concurrents sur le marché international. Tout ce que j'espère de la CDC pour le moment c'est qu'elle innove et qu'elle forme une équipe d'experts, non pas de gens bien intentionnés et rêveurs, mais de gens qui en connaissent autant sur le commerce international que les Japonais, les Allemands de l'Ouest ou nos voisins du Sud. Ce qui laisse de côté le bloc russe dont je ne sais pas grand chose. Les trois autres blocs se sont au moins tenus à jour mais nous nous sommes laissés devancer.

Je ne vois pas l'utilité d'investir des sommes énormes, 250 millions de dollars ou dix fois plus par exemple, dans la Corporation de développement du Canada, à moins de savoir où nous allons et à moins d'avoir des marchés en vue, car notre objectif c'est le commerce international. A mon avis, on met la charrue devant les bœufs lorsque l'on entreprend d'établir une société, de vendre ses actions, et de demander aux contribuables de souscrire les frais initiaux, à moins d'avoir bien mûri des plans qui nous tracent la voie à prendre. Il est presque trop tard maintenant. En réalité, nous ne sommes plus maîtres chez nous actuellement. Les marchés auxquels nous accédons sont en majeure partie dominés par les sociétés multinationales. Leurs sièges sociaux ne sont pas au Canada, mais dans l'un des trois blocs que j'ai mentionnés,—européen, américain ou nippon-asiatique. Sauf erreur dans mes pronostics, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun nous enlèvera un autre débouché pour nos marchandises. La Grande-Bretagne s'est vue forcée de se joindre à l'un de ces puissants blocs internationaux, car c'est bien ce que représente le Marché commun, ni plus ni moins que l'intégration complète des secteurs douanier, commercial et manufacturier, de même que, malheureusement pour le Canada, l'industrie agricole. Tout cela est mis dans un même grand sac.

Au Sud, nous avons un voisin de 200 millions de personnes, bien organisé, dans une économie autonome, et les progrès rapides qu'il a réalisés ces 25 dernières années ont renversé le monde occidental. Cela n'a pas été un accident. Nous ne pouvons blâmer le ciel de nous désertier à un moment difficile. Les Japonais aussi se sont livrés au travail. Ils ont dépêché une équipe de spécialistes au Canada, et ils ont découvert que les Canadiens, en général, aiment les appareils photographiques. Qu'ont-ils fait? Ils ont éliminé la concurrence en ce qui concerne les appareils et les accessoires de photographie. Ils ont fait la recherche nécessaire, et ils accaparent maintenant le